



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-04 du 27 janvier 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Sénateur démocrate Joe Manchin dépose une proposition de loi visant à accélérer l'entrée en vigueur des exigences de contenu local associées au crédit d'impôt sur les véhicules électriques de l'IRA
2. Les ministres adjoints du commerce américain, canadien et mexicain se réunissent à San Diego sur fond d'irritants commerciaux entre les trois pays
3. Les Républicains de la Chambre des représentants fixent un ultimatum à l'administration pour répondre à leurs demandes d'informations concernant la politique américaine de contrôle-export
4. Les membres républicains de la Commission spéciale sur la Chine ont été désignés

Climat – énergie – environnement

5. Le Département de l'Énergie des États-Unis (DoE) lance un prix de 10 M\$ pour accélérer le développement de l'énergie solaire communautaire
6. Le DoE et la FEMA publient un rapport d'étape sur le projet de modernisation du réseau de Porto Rico vers une énergie 100 % propre

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports des États-Unis (DoT) annonce une aide d'urgence de 29,4 M\$ pour la réparation des dommages causés par les inondations en Californie

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 490 M\$ supplémentaires d'investissements dans la lutte contre les feux de forêt
9. L'USDA renforce sa lutte contre les fraudes au label « certifié bio »

Numérique et innovation

10. Le DoJ intente une action contre Google pour pratiques monopolistiques sur le marché de la publicité numérique
11. Malgré les licenciements dans la Tech, le taux de chômage californien reste stable

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Sénateur démocrate Joe Manchin dépose une proposition de loi visant à accélérer l'entrée en vigueur des exigences de contenu local associées au crédit d'impôt sur les véhicules électriques de l'IRA

Le 25 janvier, le Sénateur démocrate centriste J. Manchin a [déposé](#) une proposition de loi visant à avancer l'entrée en vigueur des exigences en matière d'origine des minerais et composants de batteries du crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques prévu dans l'IRA. La proposition, intitulée « *American Vehicle Security Act* », permettrait en effet l'application rétroactive de ces exigences au 1^{er} janvier 2023, alors que l'IRA prévoit actuellement leur entrée en application seulement après la publication de lignes directrices par le Département du Trésor américain, annoncées pour mars 2023 [voir [Flash Accents du 6 janvier 2023](#)]. Lors de son déplacement à Davos le 17 janvier, le sénateur J. Manchin a [assuré](#) que l'IRA n'avait pas pour objectif de « *porter atteinte à quiconque* » mais plutôt « *de renforcer les États-Unis afin qu'ils puissent aider leurs alliés* ».

De son côté, la Secrétaire au Trésor J. Yellen a [indiqué](#) le 25 janvier dans un entretien au Wall Street Journal que l'Union européenne et le Japon devront probablement négocier avec les États-Unis de nouveaux accords commerciaux dans le domaine des minerais afin de satisfaire en partie à ces exigences.

2. Les ministres adjoints du commerce américain, canadien et mexicain se réunissent à San Diego sur fond de d'irritants commerciaux entre les trois pays

Le 25 janvier s'est tenue à San Diego la seconde réunion des ministres adjoints du commerce au titre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (USMCA). En marge de cette réunion formelle, intervenant deux semaines après le Sommet dit « des Trois Amis » entre les chefs d'État et de gouvernement des trois pays à Mexico, le Représentant au Commerce adjoint américain J. White s'est entretenu en bilatéral avec ses homologues canadien et mexicain. Avec ce dernier, il a notamment [souligné](#) l'importance que revêtaient pour les États-Unis les consultations en cours dans le cadre de l'USMCA sur les mesures mexicaines dans le secteur énergétique, [initiales](#) en juillet 2022. J. White s'est également montré préoccupé par les obstacles rencontrés par les fournisseurs de services de paiement en ligne

américains sur le marché mexicain. Avec son homologue canadien, le représentant américain a [évoqué](#) la taxe sur les services numériques envisagée par Ottawa et la récente proposition de loi canadienne qui pourrait discriminer les entreprises de streaming et de médias numériques américaines.

Ces échanges sont intervenus dans un contexte marqué par d'autres irritants commerciaux, non mentionnés par les communiqués officiels américains. En décembre 2022, les États-Unis ont en effet [demandé](#) l'ouverture de nouvelles consultations sur les contingents tarifaires canadiens sur les produits laitiers tandis qu'un panel de l'USMCA a donné raison le 11 janvier dernier au Mexique et au Canada face aux États-Unis dans le différend commercial portant sur les règles d'origine appliquées aux produits automobiles [voir [Flash Accents du 13 janvier 2023](#)].

3. Les Républicains de la Chambre des représentants fixent un ultimatum à l'administration pour répondre à leurs demandes d'informations concernant la politique américaine de contrôle-export

Le Président républicain de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants, Michael McCaul (Texas), a [écrit](#) le 13 janvier à la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo pour lui signifier que le BIS (*Bureau of Industry and Security*, en charge du contrôle-export au sein du Département du Commerce) n'a pas répondu à ses demandes d'informations concernant la politique de contrôle des exportations américaine vis-à-vis de la Chine. Se référant à des requêtes adressées au BIS entre 2020 et 2022 et restées en partie sans réponse, M. McCaul indique que le DoC a jusqu'au 27 janvier pour communiquer les informations demandées. Dans sa lettre, M. McCaul rappelle son intention de lancer une enquête sur le travail du BIS visant à évaluer l'opportunité de dessaisir le DoC de son autorité sur la politique américaine de contrôle-export [voir [Flash Accents du 7 octobre 2022](#)].

4. Les membres républicains de la Commission spéciale sur la Chine ont été désignés

Le Président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy (Californie) a [annoncé](#) le 23 janvier le nom des douze membres républicains de la Commission spéciale sur la Chine, en plus du Président de cette Commission déjà nommé, le républicain Mike Gallagher (Wisconsin). Pour

mémoire, cette Commission, créée le 10 janvier, n'aura pas de pouvoir législatif mais se voit dotée d'un pouvoir d'enquête et de recommandations face à l'évolution de la politique « économique, technologique et sécuritaire » du Parti communiste chinois et sa « compétition avec les États-Unis » [voir [Flash Accents du 13 janvier 2022](#)].

Les douze membres républicains nommés, en plus du Président, sont : Rob Wittman (Virginie), Blaine Luetkemeyer (Missouri), Andy Barr (Kentucky), Dan Newhouse (Washington), John Moolenaar (Michigan), Darin LaHood (Illinois), Neal Dunn (Floride), Jim Banks (Indiana), Dusty Johnson (Dakota du Sud), Michelle Steel (Californie), Ashley Hinson (Iowa), Carlos Gimenez (Floride).

Brèves

- Le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le 23 janvier la Fondation du Corps des gardiens de la révolution d'Iran et cinq membres de son conseil d'administration, le vice-ministre du renseignement et de la sécurité et quatre commandants supérieurs du Corps des gardiens de la révolution pour leur participation aux répressions des manifestants en Iran.
- Le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le 24 janvier trois individus et trois entités pour avoir facilité les activités financières du Hezbollah dont Hassan Moukalled, un économiste basé au Liban accusé d'avoir aidé le Hezbollah à exploiter la crise financière libanaise, et CTEX Echange, fondée par H. Moukalled, accusé d'avoir permis d'importants transferts en dollars hors du Liban.
- Le Sous-secrétaire d'État américain à la Croissance économique, à l'énergie et à l'environnement J. Fernandez a [déclaré](#) le 24 janvier que l'administration Biden espérait conclure les négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) et du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP) d'ici la fin de l'année.
- Le 24 janvier, le Royaume-Uni et l'État de Caroline du Nord ont [tenu](#) leur premier groupe de travail aux termes du Mémoire d'accord sur la coopération économique et commerciale signé en juillet 2022.
- Le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le 26 janvier huit individus et seize entités dont le groupe Wagner en le désignant comme « Organisation criminelle transnationale » sur base du décret présidentiel 13 581. Cette désignation du Trésor américain a pour conséquence de geler les biens et avoirs de Wagner aux États-Unis et d'interdire toute transaction d'une *US person* avec Wagner. Plusieurs entités et individus qui contribuent aux opérations de Wagner sur plusieurs continents ont également été sanctionnés. Ces sanctions ont été prises en coordination avec le Département d'État qui a [sanctionné](#) cinq entités et un individu pour leurs liens avec Wagner, et neuf individus et quatorze entités pour leurs liens avec des personnes sanctionnées ou leur appartenance au complexe militaro-industriel russe.
- Le Département américain du Trésor a également [sanctionné](#) le 26 janvier Horacio Manuel Cartes Jara et Hugo Adalberto Velazquez Moreno, respectivement ancien Président du Paraguay et actuel Vice-Président pour des actes de corruption. Quatre entités liées à M. Cartes Jara sont également sanctionnées. Ces sanctions ont été prises sur base du *Global Magnitsky Human Rights Accountability Act* qui cible les acteurs accusés de corruption ou de violation des droits de l'homme.

Climat- Énergie - Environnement

5. Le Département de l'Énergie des États-Unis (DoE) lance un prix de 10 M\$ pour accélérer le développement de l'énergie solaire communautaire

Le 19 janvier, le *National Community Solar Partnership* (NCSP) du Département de l'Énergie américain (DoE) a [lancé](#) une série d'initiatives visant à soutenir le déploiement de projets solaires communautaires. Parmi ces actions, la création du *Community Power Accelerator*, une plateforme de

mise en relation entre développeurs et investisseurs dans le but de construire des projets solaires communautaires équitables. Les institutions financières partenaires de l'accélérateur se sont engagées à verser 5 Md\$ au secteur privé pour de tels projets.

Le *Community Power Accelerator* est un nouveau concours de 10 M\$ à destination des organisations communautaires, qui financera le développement des capacités nécessaires pour la

mise en œuvre de projets solaires communautaires à l'échelle.

Ce programme participe à l'initiative *Justice40* de l'administration Biden, qui vise à garantir l'accès à la transition écologique pour tous. Il vient également compléter le crédit d'impôt pour les projets d'énergie solaire, instauré par l'*Inflation Reduction Act*, qui pourrait soutenir l'alimentation de plus de 2,5 millions de foyers en énergie solaire dans les dix prochaines années.

6. Le DoE et la FEMA publient un rapport d'étape sur le projet de modernisation du réseau de Porto Rico vers une énergie 100 % propre

Le 23 janvier, le Département américain de l'Énergie (DoE) et l'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA) ont [publié](#) un rapport d'étape d'un an sur l'étude PR100 (*Puerto Rico Grid Resilience and Transition to 100% Renewable*). Cette étude, lancée en février 2022 grâce à un

financement de la FEMA, est conçue pour aider et informer les investissements dans les infrastructures qui fourniront à Porto Rico une énergie propre, fiable et abordable. Elle répond à l'objectif de Porto Rico d'atteindre une électricité 100% renouvelable d'ici 2050 et de renforcer la résilience du système électrique contre les événements météorologiques extrêmes.

Depuis son lancement, l'équipe PR100 a défini quatre scénarios potentiels qui permettraient à Porto Rico d'atteindre ses objectifs. Les résultats de l'étude sont encourageants : le potentiel d'énergie renouvelable à Porto Rico dépasse largement la demande totale d'énergie aujourd'hui et jusqu'en 2050, et les configurations de système alternatives (ex : agrivoltaïque) pourraient permettre à l'île d'opérer sa transition verte tout en préservant les terres agricoles et les zones protégées.

L'étude, prévue sur deux ans, répond à l'objectif du Président Biden d'avoir une économie zéro carbone d'ici 2050.

Transport et Infrastructure

7. Le Département des Transports des États-Unis (DoT) annonce une aide d'urgence de 29,4 M\$ pour la réparation des dommages causés par les inondations en Californie

La *Federal Highway Administration* (FHWA) du Département des Transports américain (DoT) a [annoncé](#) ce 24 janvier la disponibilité immédiate de 29,4 M\$ de fonds d'aide d'urgence (*Emergency Relief*) à « débloquer rapidement », à l'usage du California Department of Transportation (Caltrans) et de quatre agences de gestion des terres fédérales (*National Park Service*, *US Forest Service*, *US Fish and Wildlife Service* et *Bureau of*

Reclamation). Ces fonds serviront d'acompte pour les travaux de réparation nécessaires suite aux tempêtes et inondations qui ont endommagé les routes, ponts et autoroutes en Californie depuis décembre.

Les autorités californiennes estiment que 40 des 58 comtés de l'État ont été touchés par les intempéries. Cette aide d'urgence permettra de rétablir les liaisons de transport essentielles et de renforcer leur résilience face aux futurs phénomènes météorologiques extrêmes. Les fonds supplémentaires nécessaires à la réparation des dommages seront également pris en charge par le programme *Emergency Relief* par le biais d'allocations de fonds à l'échelle nationale.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 490 M\$ supplémentaires d'investissements dans la lutte contre les feux de forêt

Le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#), le 19 janvier, plus de 490 M\$ d'investissements destinés à renforcer la lutte contre les feux de forêt et soutenir la restauration des forêts dans sept États de l'ouest des États-Unis.

[11 nouvelles zones](#) ont ainsi été définies et choisies en fonction de l'exposition au risque d'incendie des habitations, des infrastructures critiques, des ressources publiques en eau et des territoires tribaux. Cette nouvelle enveloppe sera financée par des crédits prévus dans la Bipartisan Infrastructure Law (BIL) et l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Combinés à la [première vague](#) d'investissements

annoncée en avril 2022, les nouveaux fonds débloqués permettront d'améliorer la résilience des forêts sur une surface totale de plus de 18 Mha. Ils s'inscrivent dans le cadre de la stratégie décennale *Wildfire Crisis Strategy*, lancée en janvier 2022 en réponse à la multiplication des épisodes de feux de forêt au cours des vingt dernières années. Pour rappel, la BIL et l'IRA prévoient respectivement 1,4 Md\$ pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion de crise des feux de forêt et 1,8 Md\$ pour la réduction des combustibles dangereux dans les forêts et les prairies nationales. L'USDA rappelle également que près de 12 Mha de forêts ont été ravagées à travers tout le pays lors des incendies majeurs intervenus en 2015, 2017 et 2020.

9. L'USDA renforce sa lutte contre les fraudes au label « certifié bio »

Le 19 janvier, l'USDA a [publié](#) un règlement visant à protéger l'« intégrité » de son label « certifié bio », en renforçant les systèmes de contrôle, la traçabilité des chaînes d'approvisionnement et les exigences du cahier des charges du label. La *Strengthening Organic Enforcement rule* [prévoit](#) en particulier :

- Le besoin de certification d'un plus grand nombre d'acteurs critiques des chaînes d'approvisionnement, tels que les courtiers et les négociants ;
- L'exigence du « *National Organic Program (NOP) Import Certificate* » pour toutes les importations de produits bio ;
- Un étiquetage de la caractéristique bio sur les contenants non destinés à la vente au détail ;
- Des inspections sur site non planifiées à l'avance ;
- Une uniformisation des qualifications et des formations des inspecteurs.

Saluées par de nombreux acteurs de l'agriculture biologique, dont l'[Organic Trade Association](#) et la [National Organic Coalition](#), ces évolutions mettent en œuvre des dispositions présentes dans le *Farm Bill 2018*. Elles constituent par ailleurs « la plus grande mise à jour de la réglementation du bio » depuis son introduction en 1990, selon la sous-secrétaire de l'agriculture, en charge des programmes de marketing et de réglementation, Jenny Lester Moffitt. L'essor de l'agriculture biologique au cours des dernières décennies s'est accompagné de la complexification des chaînes d'approvisionnement, d'une multiplication des fraudes et de l'émergence de difficultés d'application uniforme des règles du bio, ce qui a rendu le besoin d'une mise à jour urgent.

Brèves

- Selon les [données](#) publiées le 5 janvier par l'association Animal Welfare Institute, 518 973 animaux de ferme, essentiellement des poules, des dindes et des canards, ont été tués dans des incendies de grange en 2022. L'incendie le plus meurtrier de l'année aurait causé la mort de [250 000 poules](#) à Lebanon, en Pennsylvanie, le 13 décembre dernier. Les principaux États concernés se situent dans le Nord-Ouest du pays (Minnesota, Iowa, Wisconsin, Indiana, Ohio et Pennsylvanie), ce qui suggère l'importance du facteur climatique dans la prévalence des feux.
- Le 18 janvier, le FSIS a [publié](#) un règlement élargissant la liste des produits concernés par les étiquettes « génériques », c'est-à-dire exemptés de préapprobation de leurs étiquettes avant la vente. Ce règlement ne s'applique qu'aux produits de viande, de volaille et d'œufs destinés à l'exportation et dont l'étiquetage s'écarte des exigences américaines. Il s'agit d'une évolution simplifiant le travail de mise en conformité des producteurs, en permettant aux produits se soumettant volontairement à l'inspection du FSIS un passage au processus d'approbation générique. Il étendra également l'approbation générique aux allégations « biologiques » dans la liste des ingrédients, aux « origines géographiques » et aux allégations « négatives » suggérant l'absence d'ingrédients.
- Dans une [lettre](#) du 19 janvier adressée à la présidente de la Commission fédérale du Commerce (FTC), l'organisation antimonopolistique Farm Action appelle à une enquête sur la hausse significative des prix des œufs enregistrée en 2022. Selon les signataires, la hausse des prix de 138 % de décembre 2021 à décembre 2022 serait le résultat d'une entente entre les leaders de l'industrie. Ces derniers auraient profité de la hausse généralisée des prix des denrées en 2022, accentuée par l'épizootie d'influenza aviaire, pour fortement augmenter leurs marges. De façon similaire, le sénateur Jack Reed (D-RI) a également envoyé, le 24 janvier, une [lettre](#) à la présidente de FTC, demandant une même enquête.
- Dans le cadre de l'initiative fédérale [AGRI-Ukraine](#), lancée en juillet 2022 en soutien à la production et aux exportations agricoles de l'Ukraine, l'USAID et l'entreprise Bayer ont [annoncé](#), le 19 janvier, un don de semences de carotte de « haute-qualité » à l'Ukraine. Fourni par Bayer et acheminé par l'USAID, le premier cargo devrait bénéficier à 25 000 foyers et micro-agriculteurs ukrainiens, en priorité ceux

situés dans les zones récemment libérées de l'occupation russe. Au-delà de ce don, Bayer s'est engagé à renforcer les capacités de son usine de traitement de semences en Ukraine par un investissement de près de 35 M\$. L'entreprise a également donné plus de 40 000 sacs de semences de maïs au bénéfice de 1 750 petits agriculteurs et financé l'acquisition d'une machine de déminage. L'ensemble de ces aides repose sur le [partenariat](#) public/privé conclu entre l'USAID et Bayer en octobre 2022, dans la perspective de remplir l'objectif de l'USAID de lever 150 M\$ de fonds privés pour répondre aux enjeux

agricoles et alimentaires issus de la guerre, en complément des 100 M\$ de fonds publics.

- Le 23 janvier, l'association de consommateurs Consumer Reports a [appelé](#) Trader Joe's, Hershey Company, Mondelez International et Theo Chocolate à réduire la quantité de plomb et de cadmium contenus dans leurs chocolats noirs. Accompagnées d'une pétition ayant recueilli plus de 50 000 signatures, les lettres adressées aux producteurs et distributeurs font suite à la parution d'une [étude](#) de l'association révélant des taux élevés de métaux lourds, dangereux pour la santé, dans les chocolats.

Numérique et Innovation

10. Le DoJ intente une action contre Google pour pratiques monopolistiques sur le marché de la publicité numérique

Le 24 janvier, le Department de la Justice américain (DoJ), ainsi que les procureurs généraux de la Californie, du Colorado, du Connecticut, du New Jersey, de New York, du Rhode Island, du Tennessee et de la Virginie, ont [annoncé](#) avoir déposé une plainte civile antitrust contre Google pour violation du Sherman Act. Déposée devant un tribunal fédéral en Virginie, la plainte allègue que Google monopolise les principales technologies de publicité numérique utilisées par les éditeurs de sites Web et les annonceurs pour la valorisation d'espaces publicitaires en ligne. La plainte allègue qu'au cours des 15 dernières années, Google s'est engagé dans une série de comportements anticoncurrentiels et d'exclusion qui comprennent: (i) l'acquisition de ses concurrents pour obtenir le contrôle des principaux outils publicitaires numériques utilisés par les éditeurs de sites Web pour vendre de l'espace publicitaire; (ii) l'utilisation forcée des outils de Google par les éditeurs de sites web et les annonceurs en ligne, et l'entrave à leur capacité à utiliser des produits concurrents; (iii) la distorsion de la concurrence sur la plateforme d'échanges publicitaires (ad exchange) qui exécute les enchères; (iv) la manipulation des mécanismes d'enchères. Selon la plainte, Google aurait consolidé sa position dominante sur (i) les outils utilisés par les éditeurs de sites Web pour vendre des annonces sur leurs sites Web (serveur publicitaire de l'éditeur); (ii) les outils utilisés par les annonceurs en ligne pour acheter un inventaire publicitaire (réseau publicitaire d'annonceurs); (iii) le marché des échanges publicitaires. Selon la plainte, Google

collecterait en moyenne plus de 30 % des montants publicitaires qui transitent par ses technologies de publicité numérique, voire davantage en fonction du type de transaction et des clients. Pour remédier au comportement anticoncurrentiel de Google, le DoJ demande à la fois une réparation équitable ainsi que des dommages et intérêts pour les pertes subies par les agences gouvernementales fédérales qui ont trop payé pendant de nombreuses années pour publier des annonces en ligne.

En 2020, le DoJ avait déjà intenté une action civile antitrust contre Google pour avoir monopolisé le marché de la recherche en ligne et des publicités affichées dans les résultats de recherche. Ce procès devrait être jugé en septembre 2023.

11. Malgré les licenciements dans la Tech, le taux de chômage californien reste stable

Le taux de chômage de la Californie est resté stable à 4,1 % entre les mois de novembre et de décembre selon les [données](#) de l'État publiées vendredi 20 janvier, avec 16 200 emplois salariés non agricoles nets créés en décembre. Cette résilience masque toutefois des disparités selon les secteurs : si le secteur de l'information, fortement composé de travailleurs de la Tech, a perdu 6 100 emplois au cours du mois, les secteurs de l'éducation et de la santé (+8 200) ou du tourisme et de l'hôtellerie (+5 300) ont plus que compensé cette perte. Localement comme dans les comtés de San Francisco, San Mateo ou de Santa Clara, les taux de chômage sont tous deux tombés à 2 % en décembre, l'économie locale ayant fait preuve de vigueur malgré la vague de licenciements dans le secteur de la Tech. Les mêmes disparités selon les secteurs ont été constatées: le gain net de 4 400 emplois dans les comtés de San Francisco et

de San Matéo comprend des pertes dans le secteur de l'information (-1 400) plus que compensé par de fortes hausses dans les services aux entreprises (+1 700), le commerce, les transports ou les services publics (+1 300) et la santé (+1 200). Cependant, la perception d'indemnités de licenciement de la part de l'ex-employeur retarde le début effectif du chômage dans les statistiques officielles.

Brèves

- Le 25 janvier, Meta a [annoncé](#) qu'elle mettra fin à la suspension des comptes Facebook et Instagram de Donald Trump dans les semaines à venir, affirmant que les risques à la sécurité publique liés aux déclarations de l'ancien président avaient suffisamment décru. L'entreprise annonce simultanément avoir mis en place de nouveaux garde-fous pour dissuader les récidives, comme des sanctions plus lourdes et la possibilité de ne plus permettre aux algorithmes de recommander le contenu incriminé. Elle a estimé que le public devrait pouvoir entendre ce que disent toutes les personnalités politiques afin de pouvoir faire des choix éclairés. En juin 2021, Meta avait suspendu les comptes Facebook et Instagram de Donald Trump pour 2 ans à compter de janvier 2021 à la suite de ses éloges des personnes impliquées dans les violences au Capitole le 6 janvier 2021.
- Le 25 janvier, une [table ronde](#) organisée par les élus républicains du Comité de la Chambre des Représentants sur l'énergie et le commerce ont mis en cause le rôle allégué des plateformes dans la crise du fentanyl. La table ronde a notamment mis en avant que 20% des décès dus au fentanyl aux États-Unis seraient liés à l'utilisation de Snapchat, une plateforme où les messages sont éphémères. Selon les participants, à cause de Snapchat et d'autres plateformes, les cartels de la drogue ont pu entrer en contact avec de jeunes Américains et ainsi permettre le commerce de pilules contrefaites contenant des quantités mortelles de fentanyl.
- Le 25 janvier, un projet de loi visant à interdire le téléchargement de TikTok aux États-Unis a été [introduit](#) au Congrès par le sénateur républicain Josh Hawley (R-MO) et le représentant Ken Buck (R-CO). Le projet de loi interdirait les transactions avec la société mère de TikTok, ByteDance. Il obligerait également le directeur du renseignement national à soumettre un rapport et à informer le Congrès de ce que les législateurs ont qualifié de « menaces à la sécurité nationale » posées par TikTok, y compris la capacité du gouvernement chinois à accéder aux données des utilisateurs américains et à les utiliser à des fins de renseignement ou à des fins militaires, notamment via la surveillance, le microciblage, les deepfakes et le chantage.
- Le 24 janvier, le groupe de travail National Artificial Intelligence Research Resource (NAIRR) a [publié](#) son rapport final, une feuille de route pour mettre en place une infrastructure de recherche nationale qui élargirait l'accès aux ressources essentielles à la recherche et au développement de l'intelligence artificielle (IA) au-delà des organisations qui bénéficient déjà de ressources importantes. Le budget proposé pour cet effort s'élève à 2,6 Md\$.
- Le 24 janvier, le comité judiciaire du Sénat a tenu une [audience](#) pour examiner le rôle de la plateforme Ticketmaster dans l'industrie de la billetterie à la suite de l'incident relatif au concert de Taylor Swift en novembre 2022 au cours de laquelle des problèmes techniques avaient perturbé une prévente pour la tournée de la chanteuse. Les sénateurs, sur une base bipartisane, ont critiqué Ticketmaster, suggérant qu'il s'agit d'un monopole, et ont demandé si un manque de concurrence dans l'industrie de la billetterie avait injustement nuï aux clients.
- Le 23 janvier, la Cour suprême a demandé à l'administration Biden son point de vue sur deux lois controversées sur les médias sociaux promulguées au Texas et en Floride. Plutôt que d'accepter ou de refuser de se saisir de ces deux cas, la Cour a sollicité l'avis de la Solicitor General, chargée de représenter l'administration devant la Cour Suprême. En conséquence, même si les juges décident d'accepter de se saisir de ces deux cas, une décision n'interviendrait pas avant courant 2024. Jusque-là, la mise en œuvre des lois des deux États sera suspendue.
- Le 23 janvier, Microsoft a [annoncé](#) la troisième phase de son partenariat avec OpenAI par le biais d'un investissement pluriannuel de plusieurs milliards de dollars. Cet accord fait suite aux deux investissements précédents en 2019 et 2021. Il étend leur collaboration au supercalcul et à la recherche sur l'IA et permet aux deux entreprises de commercialiser indépendamment les technologies avancées d'IA qui en résultent. Microsoft déploiera les modèles d'OpenAI dans ses produits grand public et d'entreprise et introduira de nouvelles catégories d'expériences numériques basées sur la technologie d'OpenAI. Cela inclut le

service Azure OpenAI de Microsoft, qui permet aux développeurs de créer des applications d'IA de pointe grâce à un accès direct aux modèles OpenAI soutenus par les capacités d'Azure. En tant que fournisseur exclusif de cloud d'OpenAI, Azure alimentera toutes les charges de travail OpenAI dans la recherche, les produits et les services API.

- La National Telecommunications and Information Administration (NTIA) prévoit de lancer ce printemps son premier appel à manifestation d'intérêt pour son Fonds

d'innovation pour la chaîne d'approvisionnement sans fil publique de 1,5 Md\$, qui vise à financer les technologies Open Ran.

- Dans un [article](#) du 20 janvier, Forbes affirme que les employés de TikTok et ByteDance utilisent régulièrement des outils internes qui leur permettent de propulser artificiellement des vidéos sélectionnées au statut viral, selon six sources et documents examinés par le journal.

Santé

Brèves

- Amazon a lancé un service d'abonnement, RxPass, qui permet aux résidents de la plupart des États américains (exclusion toutefois de la Californie, du Texas et de la Pennsylvanie) membres Prime d'acheter plusieurs médicaments – sur une liste de 53 génériques

disponibles – pour un montant forfaitaire de 5 \$ par mois, ce qui constitue la dernière incursion du géant du commerce électronique dans le domaine de la santé, après la fermeture d'Amazon Care, service de télémédecine, fin 2022, soit un an seulement après son lancement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)